

Le séparatisme musulman, prélude à la conquête



Il y a douze siècles, les soldats de Mahomet avaient tenté de conquérir l'Occident par les armes et d'y installer l'islam. Ils ont échoué en franchissant les Pyrénées et ont dû se satisfaire d'occuper la péninsule ibérique durant sept siècles, mais ils se sont tout de même, après l'avoir conquise, installés définitivement en Afrique du Nord, qu'ils ont islamisée par la force et par le sabre.

Douze siècles plus tard leur objectif est identique mais leur stratégie est différente : Totallement conscients qu'ils ne pourront parvenir à atteindre ce but obsessionnel en employant la force, ni aujourd'hui, ni dans un proche futur, ils ont décidé, depuis quelques décennies, la stratégie de l'infiltration, par la confiance et la naïveté de nos sociétés occidentales : pénétration des partis politiques, des syndicats, du monde associatif, universitaire et même sportif et implantation dans le système local.

Et ils y parviennent parfaitement grâce à l'appui d'une certaine gauche qui a toujours été leur alliée : communistes,

extrême gauche et, aujourd'hui, La France Insoumise, mais soumise à leur idéologie. (Souvenons-nous de la guerre d'Algérie et de leur soutien aux ennemis de la France).

Les « Frères musulmans » ont pour objectif majeur l'hégémonie islamique mondiale et c'est en France, notamment, le rôle principal attribué à l'UOIF, renommée récemment, en 2017, « Musulmans de France » et cela uniquement par stratégie politique, appliquée selon leur meilleure méthode : la dissimulation.

Fondée en 1983 par des étudiants et réfugiés islamistes d'origine tunisienne et syrienne, et par des militants des quartiers périphériques parisiens et de grandes villes de province, d'appartenance musulmane mais originaires d'Afrique du Nord.

L'UOIF avait fédéré plus de 200 associations responsables des lieux de culte et fondé un Conseil théologique. Elle s'était affiliée à la Fédération des Organisations islamiques européennes.

Plusieurs de ses cadres sont membres de l'Union internationale des savants musulmans, basée au Qatar et qui fut longtemps dirigée par le principal théologien des Frères musulmans, Youssef Al-Qaradawi.

Autre branche de ce même arbre, le Conseil théologique musulman de France (CTMF), créé en 2015 et adaptés aux musulmans paraissant vivre et accepter le système républicain français.

Ces associations n'étant pas suffisamment proches de la politique actuelle du pouvoir, le banquier d'affaires, Hakim El Karoui, a lancé l'Amif (Association musulmane pour un islam de France), créée en avril 2019 et déjà auteur de plusieurs rapports justement sur l'islam en France. La majorité de ses cadres sont également des proches et anciens membres de l'UOIF.

Son but : financer la formation des imams, la construction de mosquées, la prévention de la radicalisation, la lutte contre le racisme, en particulier évidemment contre le racisme antimusulman.

Ses moyens : un financement par des prélèvements sur toute l'économie islamique (pèlerinage, halal, services funéraires, festivités, etc.) comme cela se pratiquait à l'époque de la guerre d'Algérie, par le FLN et le MNA, auprès de tous les travailleurs, commerçants et entreprises musulmanes de France.

Son projet majeur : création d'un Conseil théologique national destiné à obtenir un traitement juridique spécifique pour les musulmans français.

L'Amif étant le moyen idéologique d'islamisation des musulmans français dans l'objectif de parvenir à un séparatisme communautaire.

Cet objectif stratégique n'aura aucune difficulté à être atteint, ne l'est-il pas déjà ? Un exemple : la pandémie douloureuse que nous vivons actuellement, et qui n'a pas encore atteint son pic, nous le prouve : dans certaines banlieues, certains quartiers périphériques, que ce soit en Ile-de-France ou dans quelques grandes villes, ce séparatisme est d'actualité puisque cette communauté s'oppose, dans nos rues, face aux forces de l'ordre impuissantes, aux directives de notre République.

Manuel Gomez